

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 16/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROTECHNIC

66 RUE DES FABRIQUES
68700 Cernay

Références : 0006702143_PROTECHNIC_2024-07-22_VIIC_Inopinée_Suite AN 2024 Rétention
Code AIOT : 0006702143

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2024 dans l'établissement PROTECHNIC implanté 41 Avenue Montaigne 68700 Cernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite inopinée fait suite à la visite d'inspection du 05 avril 2024 dans le cadre de l'action nationale 2024 "Rétention et confinement des eaux d'extinction" qui a eu lieu sur le site de Cernay.

Lors de la visite du 05 avril 2024, l'Inspection n'avait pas été en mesure de statuer sur un point de contrôle (Mise en confinement des eaux incendie) nécessitant l'apport de pièces justificatives de la part de l'exploitant.

Les justificatifs attendus devaient permettre de justifier :

- l'efficacité des dispositifs devant être mis en œuvre (notamment, la tenue au feu des équipements de confinement des eaux incendie: batardeaux, sacs de sable)
- que la cinétique de déploiement et de mise en place de ces équipements était en adéquation avec la gestion d'un sinistre sur site.

L'objectif de la visite inopinée du 22/07/2024 est de vérifier la mise en pratique et en situation, des justificatifs apportés par l'exploitant par courrier électronique en date du 10 juillet 2024, notamment :

- les temps fournis par l'exploitant concernant la cinétique de déploiements des équipements de confinement des eaux incendie
 - batardeau: 15 secondes environ pour les grands et les petits ;
 - sacs de sable: 45 secondes environ ;
- l'accessibilité des équipements de confinement des eaux: stockage à proximité des espaces à confiner (photos à l'appui) ;
- les justificatifs de tenue au feu des équipements:
 - selon l'exploitant, la composition des batardeaux sur le site est similaire à des modèles prévues pour la rétention des eaux incendie ;
 - l'aspersion d'eau des sacs de sable permette selon l'exploitant d'assurer la tenue au feu des sacs de sable.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTECHNIC
- 41 Avenue Montaigne 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006702143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Protechnic produit différents types de fibres thermocollantes utilisant des colles sans solvant. Cette production représente 80% des activités tandis que le reste de l'activité est dédié à l'impression solvantée (héliogravure).

Thèmes de l'inspection :

- Suivi des échéances / Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositif de confinement général du site	Arrêté Préfectoral du 28/03/2017, article 7.6.8.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
2	Objectifs Généraux	Arrêté Préfectoral du 28/03/2017, article 2.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection inopinée a permis de mettre en évidence que la mise en œuvre de la stratégie de confinement des eaux incendie au niveau des bâtiments du site n'est pas concluante.

En effet, la présente visite inopinée (avec test d'étanchéité et réalisation d'un scénario incendie) ainsi que l'étude documentaire (Étude de Dangers, Dossier techniques) menée au préalable, conduisent à constater plusieurs non-conformités aux prescriptions réglementaires définies dans les arrêtés préfectoraux du site :

- l'absence d'étanchéité des moyens de confinement des eaux incendie au niveau des bâtiments, notamment les sacs de sable et les tapis d'isolement des tampons ;
- l'absence de tenue au feu des moyens de confinement des eaux incendie, notamment les batardeaux et les sacs de sable ; étant donné la nature des matériaux utilisés (plastique, caoutchouc) ces derniers ne peuvent pas être considérés comme possédant une caractéristique de résistance particulière au feu sans traitement technique spécifique ;
- l'impossibilité de mise en place des moyens de confinement dans le cadre d'un incendie simulé (compte tenu de l'exposition des opérateurs à des flux thermiques pouvant provoquer des effets létaux significatifs),
- le risque de déversement d'eaux potentiellement polluées vers le milieu récepteur, notamment :
 - au regard du plan des eaux pluviales du site qui montre certains puits d'infiltration des eaux pluviales non protégés par des systèmes d'obturation ;
 - vu l'absence d'efficacité de certains tapis d'obturation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de confinement général du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2017, article 7.6.8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux extinction
Prescription contrôlée : <p>De façon plus générale, l'exploitant doit disposer au droit de son site d'un volume de confinement global des eaux d'extinction incendie [...] ; ce volume peut être constitué de :</p> <ul style="list-style-type: none">• [...]• les superficies imperméabilisées des bâtiments associées éventuellement à des batardeaux, ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente, mis en place au niveau des ouvertures (ces batardeaux sont toujours en bon état et vérifiés régulièrement ; leur mise en place doit être rapide et aisée [...])• les canalisations mises en œuvre pour la récupération et le rejet des eaux pluviales, sous réserve que les émissaires de rejet soient isolés et obturés,• des surfaces imperméabilisées du site,[...] <p>Les dispositions de confinement de l'article 7.6.8.1.2 "Dispositif de confinement particulier au bâtiment DECOPLAST et au local des encres et solvants" sont comptées dans les dispositions de confinement générales. [...]</p>
Constats : <p>Ce constat se découpe en plusieurs parties avec des parties sur site et des parties sur document.</p> <ol style="list-style-type: none">1. Sur site lors de l'inspection inopinée<ol style="list-style-type: none">1.1. test sur la cinétique de mise en œuvre des moyens <p>Lors du contrôle inopiné, l'Inspection a demandé à l'exploitant de mettre en oeuvre un scénario incendie afin d'évaluer la cinétique de mise en place des moyens de confinement des eaux incendie sur le site de Cernay et leur efficacité.</p> <p>Pour commencer le test, le bâtiment choisi pour le scénario incendie est le bâtiment DECOPLAST.</p> <p>Le scénario consiste à simuler un incendie au niveau du bâtiment afin de vérifier la cinétique et la mise en place des moyens de confinement des eaux incendie dans le cadre d'une visite inopinée (donc sans information et sans préparation préalable) et ce, dans le cadre de la procédure d'urgence définie par l'exploitant.</p> <p>Selon le scénario défini, l'exploitant a mis en place l'ensemble des moyens de confinement des eaux incendie au niveau du bâtiment DECOPLAST et à proximité afin d'éviter tout déversement d'eaux polluées vers le milieu naturel.</p> <p>Durant le déploiement, l'Inspection a chronométré la mise en place afin de vérifier la cinétique de déploiement.</p> <p>Par échantillonnage, le temps de mise en place constaté varie en fonction de l'équipement:</p> <ul style="list-style-type: none">• batardeau de porte: 30 secondes environ• batardeau de grande porte: 50 secondes environ• ballons obturateurs: 1min 30s environ pour celui à proximité du bâtiment FRISOMAT, 9 minutes et 55 secondes pour l'obturateur dit « global site ». Il est à noter que pour ce deuxième ballon obturateur le processus de mise en œuvre est long du fait d'une mise en œuvre manuelle par une pompe à pied,• tapis d'isolement: 1min environ pour celui à l'Ouest du bâtiment DECOPLAST <p>Sur la globalité, le temps de mise en place est de 11 minutes.</p> <p>Les temps mesurés correspondent aux temps présentés par l'exploitant dans le complément d'informations transmis par courrier électronique en date du 10 juillet 2024.</p> <p>Ces éléments n'appellent pas de remarques de l'Inspection.</p>

Cependant, l'Inspection a constaté que des oublis ou des erreurs ont été réalisés dans la mise en œuvre des équipements de confinement.

Notamment :

- oubli de la mise en place des tapis d'isolement sur les 4 plaques d'égouts entre les bâtiments DECOPLAST, M5 et M4.
- oubli de la mise en place du tapis d'isolement sur le caniveau à proximité du bâtiment TECHCENTER

Le second test en lien avec la cinétique, consiste à vérifier la cinétique de mise en place des sacs de sable utilisés pour confiner les eaux incendie.

Pour ce faire, l'inspection a demandé de positionner les sacs de sable sur les deux points d'entrée dans le coin Nord-Est du bâtiment THERMOPLAST.

Le positionnement a été chronométré et le résultat en terme de cinétique (1min 40s pour les deux points d'entrée avec 2 agents) n'appelle pas de remarque de l'Inspection.

1.2. Test d'étanchéité

A la suite du scénario incendie et par échantillonnage, des tests sur certains équipements de confinement des eaux incendie (sacs de sable, tapis obturateur) ont été réalisés afin de vérifier leur efficacité et leur étanchéité à contenir les eaux.

Après mise en eau partielle à l'aide d'un RIA (Robinet d'Incendie Armé), il a été constaté qu'au niveau des extrémités des sacs de sable, l'eau s'écoulait et que donc, l'étanchéité n'était pas garantie.

Le deuxième test a été la mise en eau d'un tapis d'isolement à proximité du bâtiment TECHCENTER (plaque d'égouts au Nord-Est du bâtiment).

Après mise en eau partielle à l'aide d'un RIA (Robinet d'Incendie Armé), il a été constaté que l'étanchéité n'était pas garantie.

2. Sur documents

2.1. Tenue au feu afin de garantir les volumes de confinement dans les bâtiments

Dans le cadre des compléments d'informations transmis par l'exploitant à l'Inspection par voie informatique en date du 10/07/2024, l'exploitant n'apporte aucune garantie concernant la tenue au feu des sacs de sable et des batardeaux.

En effet, concernant les sacs de sable, l'exploitant indique que leur mise en eau est suffisante pour garantir une tenue au feu alors que pour les batardeaux, l'exploitant explique que les matériaux de ces batardeaux sont similaires à des batardeaux utilisés pour le confinement des eaux incendie.

Aucun document du fournisseur des équipements ou d'un bureau de contrôle ne certifie la tenue au feu des équipements cités. Par conception les matériaux constatés sur site sur les dispositifs de confinement tels que caoutchouc (pour les batardeaux) et matières plastiques (pour les sacs de sables) ne peuvent pas être considérés comme possédant une caractéristique de résistance particulière au feu sans traitement technique spécifique et justificatif dûment documenté.

Par conséquent, l'absence de garantie sur la tenue au feu ne permet pas d'assurer la garantie de l'étanchéité du dispositif de confinement et par conséquent, la garantie du volume de confinement.

2.2. Réalité de la possibilité de la mise en place des moyens de confinements des eaux incendie

Lors de la visite inopinée, l'Inspection a constaté que les batardeaux étaient stockés à proximité directe des ouvrants mais à l'intérieur du bâtiment.

Cette configuration ne permet pas aux agents de mettre ces équipements en place en toute sécurité, sans équipement de protection individuelle résistant à la chaleur et aux flammes.

<p>Ce constat est appuyé par les simulations FLUMILOG réalisées dans l'Etude de Dangers du site datant du 08/12/2017.</p> <p>par exemple, pour le bâtiment Stock-M4, le scénario d'incendie au niveau de ce bâtiment indique des effets thermiques sortants à plus de 8kW/m² au niveau des ouvertures.</p> <p>Cette valeur correspond au niveau des effets létaux significatifs pour l'Homme.</p> <p>Il n'est donc pas possible pour un homme de passer à cet endroit sans qu'il y ait d'effets sur sa personne.</p> <p>Les constats effectués ont mis en évidence plusieurs non-conformités :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence d'étanchéité des moyens de confinement des eaux incendie (sacs de sable, tapis d'isolement) • l'absence de justificatifs de la tenue au feu des moyens de confinement, notamment les sacs de sable et les batardeaux • l'impossibilité de mise en place des moyens de confinement dans le cadre d'un incendie (compte tenu de l'exposition des opérateurs à des flux thermiques pouvant provoquer des effets létaux significatifs),
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En l'état actuel des moyens mis en œuvre par l'exploitant, la démarche consistant à confiner les eaux incendie au niveau des surfaces imperméabilisées des bâtiments ne peut être considérée par l'Inspection comme un dispositif de confinement suffisant et efficace.</p> <p>Cependant, ces dispositions peuvent être maintenues et considérées comme des mesures d'atténuation permettant de limiter l'écoulement des eaux vers le milieu récepteur.</p> <p>Il appartient à l'exploitant de revoir le confinement des eaux incendie de son site, notamment d'un point de vue plus global au niveau du site, notamment par la réalisation:</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une étude topographique et du sens d'écoulement des eaux sur le site afin de constater les points vulnérables (écoulement vers le milieu naturel) et les volumes de rétention disponibles étant donné la configuration du terrain du site ; • d'une étude type D9/D9A afin de connaître les besoins en eaux et les volumes à confiner sur site. <p>Par ailleurs, il appartient à l'exploitant d'étudier la possibilité de modifier le système de mise en œuvre de l'obturateur dit « global site » afin de gagner en rapidité de mise en place lors d'un déclenchement d'alerte incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 2 : Objectifs Généraux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2017, article 2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rejets d'eaux d'extinction - Puits d'infiltration</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>[...]</p> <p>- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</p>
<p>Constats :</p>

Lors de la visite inopinée et à l'éclairage de l'examen des plans des réseaux « eaux pluviales » du site, l'Inspection a constaté la présence de plusieurs puits d'infiltration répartis sur l'ensemble du site.

Certains puits d'infiltration sont isolés par des tapis d'isolement dans le cadre du confinement des eaux incendie sur le site (avec une efficacité relative qui a été relevée dans le point de contrôle n°1), notamment à proximité des bâtiments TECHCENTER et DECOPLAST.

Cependant, certains puits d'infiltration repérés sur le plan des réseaux d'eaux usées et pluviales du site (plan transmis à l'Inspection par courriel en date du 24/07/2024 - réf: Plan_USINE_PRO-1) ne sont pas protégés lors du confinement des eaux incendie, notamment:

- 3 puits d'infiltration entre le bâtiment THERMOPLAST et LOCABRI
- 2 puits d'infiltration au Sud du bâtiment STOCK M4
- 2 puits d'infiltration à l'Ouest du bâtiment STOCK M5

De plus, lors du test de mise en eau des sacs de sable, l'eau utilisée s'est écoulée vers un regard qui était relié à un puits d'infiltration non protégé.

Ces constats constituent une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il appartient à l'exploitant de revoir les systèmes de protection des puits d'infiltration sur son site. Les tapis d'isolement ne constituent pas une barrière de protection suffisante pour éviter un déversement d'eaux ou de produits potentiellement pollués vers le milieu récepteur.

Les puits d'infiltration sur le site de Cernay sont des points d'infiltration des eaux directement vers la grande nappe d'Alsace.

Cette nappe fait l'objet de convention et de plan pour sa sauvegarde et sa protection, notamment par le biais du SDAGE (Schéma départemental d'aménagement et de gestion des eaux) Bassin Rhin-Meuse et le SAGE (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux) de la Doller.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 12 mois